

Vincent REINA, Président CCFA : « Nous allons nous mobiliser pour la relance et être encore plus opérationnels ! »

30 mai 2021



Au-delà de la forte baisse de l'import-export entre la France et les pays arabes en 2020, c'est le risque de démotivation de nos entreprises que relève Vincent Reina, Président de la Chambre de Commerce franco-arabe (CCFA)... Raison de plus pour se mobiliser fortement pour la relance, et d'autant que le savoir-faire français demeure attractif parmi les pays arabes.

Propos recueillis par Alfred MIGNOT
pour AfricaPresse.Paris (APP)
[@alfredmignot](#) | [@africa_presse](#)

Quels sont les points marquants de la relation économique franco-arabe au cours de l'horrible année 2020 ? Notre relation s'est-elle détériorée du fait de la pandémie ?

Vincent REINA - Il faut faire la part des choses entre les résultats de notre commerce extérieur et l'ensemble des relations entre la France et les pays arabes tout au long de l'année 2020.

Ces dernières ont été durement impactées par la pandémie, et de nombreuses manifestations qui étaient prévues ont été annulées, les conditions d'opérations pour

les exportateurs ont été éminemment anormales pendant des semaines, et je peux vous dire que nous avons assisté à un véritable effondrement de nos légalisations avec les confinements.

Il faut aussi regarder comment les pays arabes ont pu gérer la pandémie. Là aussi certaines frontières sont toujours fermées. Tout cela a eu des conséquences majeures. Mais il me semble, au-delà de ces différents éléments, que c'est l'intérêt de travailler ensemble, dans une perspective de coopération et de collaboration, qui s'est peut-être effrité.

Quelle est la mesure de l'affaiblissement de ces relations économiques franco-arabes ?

Vincent REINA – Du fait de notre activité de légalisation des marchandises, la CCFA était bien placée pour observer l'évolution de la situation import-export. Malheureusement, cette activité a diminué en moyenne de 50 % au cours de l'année 2020 ! Nous ne sommes donc pas surpris de constater qu'en 2020, les exportations françaises vers les pays arabes se sont effondrées, passant de 28 à 22 milliards d'euros, soit une perte de 6 milliards ! Un peu plus de trois milliards perdus sur le Proche et le Moyen-Orient – les six pays du CCG, dont 2,3 milliards pour le seul Qatar – et quelque 2,2 milliards perdus au Maghreb, répartis à parts égales entre l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Nous avons donc subi une baisse de 21 % de la masse totale de nos exportations vers les pays arabes !

Pour ce qui est des importations, le constat est pire. Depuis cinq ans, nos importations étaient passées de 16 à 27 milliards, et depuis 2-3 ans constantes autour de 26-27 milliards. En 2020, elles ont chuté à 17 milliards, donc à 10 milliards de moins – dont 5 Md pour le CCG (Proche et Moyen-Orient), parmi lesquels 4 Md sur l'Arabie saoudite, et 4 Md sur le Maghreb, dont 50 % sur l'Algérie et le reste à parts égales entre la Libye et la Tunisie.

Importations et exportations ont donc connu un véritable effondrement en 2020, lié bien évidemment à la situation de confinements que nous avons vécue.

Votre pronostic sur l'ensemble de l'année 2021 ?

Vincent REINA – Malheureusement l'année 2021 s'inscrit dans le prolongement direct de l'année 2020, tant les incertitudes perdurent, notamment d'un point de vue sanitaire. Preuves en sont le Maroc par exemple, qui pourtant a plutôt très bien géré la crise, mais qui maintient la suspension de ses vols internationaux jusqu'au 10 juin, l'Algérie qui maintient la fermeture de ses frontières [depuis cet entretien, l'Algérie a annoncé une réouverture progressive de ses frontières pour le retour de ses ressortissants, ndlr], le Qatar et les Émirats Arabes Unis qui viennent d'apparaître dans les destinations soumises en France à quarantaine, et d'autres pays arabes qui ouvrent ou restreignent leurs conditions d'accès en fonction de l'évolution de leur propre situation, mais aussi

de l'évolution de la situation mondiale.
Même les visites diplomatiques n'ont plus la même intensité !

Le véritable risque est celui d'une perte de l'intérêt de nos entreprises exportatrices

Plus largement, alors qu'il est devenu banal d'évoquer le recul des parts de marché de la France en Afrique, qu'en est-il avec les pays arabes, et selon les principales zones géographiques ?

Vincent REINA – L'année 2020 restera une année totalement atypique dans les échanges France-Pays arabes : reculs des importations et de nos exportations, baisse des prix de l'énergie, avec comme résultat des variations de soldes qui sont totalement spécifiques à l'année 2020. Pour ce qui nous concerne, nous considérons globalement que l'érosion se poursuivra en 2021.

Alors que les conditions d'opérations s'étaient très rapidement détériorées, avec la fermeture des bureaux de légalisations en présentiel du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, des CCI de France et des consulats arabes – pour ce qui nous concerne nous avons, à la demande du Quai d'Orsay toujours maintenu une ouverture physique – nous avons alerté au cours de l'année dernière, sur le risque majeur de pertes pour nos échanges.

Dès la mi-avril, nous estimions effet un fort risque de recul... Le résultat final est « moins pire » que ce que nous avons estimé initialement, heureusement pour nos exportations.

Mais là aussi le véritable risque est celui d'une perte de l'intérêt de nos entreprises exportatrices pour ces pays compte-tenu des difficultés actuelles d'opération, de pertes durables de parts de marché alors que certains de nos concurrents européens, ou de nouveaux pays tels que la Turquie et la Chine, en particulier, ont renforcé leurs positions.

La France demeure-t-elle une destination attractive pour les investisseurs arabes ?

Vincent REINA – La France demeure bien entendu attractive ! Le dernier rapport sur les investissements étrangers en France montre bien que certains pays d'origine tels que le Maroc, l'Arabie Saoudite, le Qatar ont augmenté leurs investissements. Certains « Family funds » et des investisseurs émiratis cherchent des PME-PMI dans lesquelles prendre des parts. Le « made in France » intéresse toujours, et certains de nos membres se sont bien

positionnés sur cette activité de conseil et d'accompagnement, dans les deux sens, France–pays arabes et pays arabes–France.

Quel est le profil des entreprises françaises adhérant à la CCFA ?

Vincent REINA – Côté entreprises françaises adhérentes, nous comptons grosso modo 50 % grands groupes, 25 % d'ETI et 25 % de PME. C'est donc un panel représentatif de nos entreprises.

Notre préoccupation a été d'étendre le panel de ces grands groupes au maximum, pour avoir une présence dans tous les secteurs d'activité. C'est le cas de l'environnement et des transports par exemple, dans lesquels nous avons tous les opérateurs. Nous comptons aussi beaucoup d'entreprises de génie civil et dans l'énergie, notamment avec l'arrivée d'Engie... Et depuis mon arrivée nous nous sommes ouverts aux bureaux d'études, car ils sont souvent en position de défricheur, voire de prescripteur pour les entreprises françaises.

*Une
prévue le 24 juin*

journée

entreprises

Quels sont les souhaits et attentes exprimés par vos adhérents arabes concernant une relation plus forte avec la France ?

Vincent REINA – Les savoir-faire français sont toujours attendus dans de très nombreux pays arabes. Que ce soit autour des activités liées aux infrastructures, à la gestion de l'environnement, des utilities, on voit bien de très nombreux pays arabes regarder avec intérêt, avec attention, ce que font les entreprises françaises. Preuves en sont d'ailleurs le renforcement de l'investissement et de la présence de certaines de ces entreprises dans des pays tels que l'Arabie saoudite, l'ensemble des pays du Golfe ou l'Égypte, mais aussi aux sollicitations que reçoivent certaines PME–PMI ou ETI.

Dans ce cadre-là, il faut être clair. Les attentes des pays arabes ne sont plus les mêmes que par le passé. Il ne s'agit plus de venir et de faire un coup, de venir et de récupérer la mise et de repartir. Mais bien de construire une relation gagnant–gagnant entre la France ou l'entreprise française et le pays de destination, de construire ensemble de nouveaux débouchés.

Comment envisagez-vous votre action, dans le contexte de la relance et du déconfinement ?

Vincent REINA – Tout d'abord, je souhaite saluer l'action qui a été conduite par le gouvernement sur le plan économique pour atténuer les effets négatifs de la pandémie.

Vraiment, de ce côté-là, la France a été un modèle. Mais concernant le volet exportation du plan de relance, on n'y est franchement pas ! Le commerce extérieur ne rentre pas dans la catégorie du plan de relance.

Cela dit, pour ce qui concerne la CCFA, nous espérons qu'en septembre tout sera à nouveau possible, et nous allons bien sûr nous mobiliser pour relancer la machine. D'ailleurs les demandes sont multiples et nous avons la volonté d'engager de nouveaux projets. Il faudra rattraper le retard accumulé, être encore plus efficace et opérationnel.

Que prévoyez-vous, concrètement ?

Vincent REINA – Dès que nous pourrons reprendre nos rencontres en présentiel, nous les relançons. Nous avons une journée « entreprises » prévue le 24 juin.

Nous allons élaborer un calendrier de rencontres, de petits déjeuners, à compter de la rentrée de septembre. Nous allons aussi examiner avec les ambassadeurs arabes leur intérêt pour des déplacements dans nos métropoles régionales, et leur capacité à le faire à partir du mois de septembre.

Nous procédons petit à petit mais il est évident que nous comptons bien qu'à partir du mois de septembre et pour toute l'année 2022 nous puissions fonctionner normalement.

Je saisis d'ailleurs cette occasion pour à la fois remercier les entreprises membres de la Chambre, et nos partenaires, qui ne nous sont restés fidèles et qui sont même plus nombreux cette année, et remercier aussi les collaborateurs de la CCFA pour leur engagement tout au long des derniers mois.

Lors de notre précédente entrevue, en mai 2019, vous avez évoqué votre volonté de contribuer à mieux faire connaître les savoir-faire de nos métropoles et territoires à vos partenaires arabes. Avez-vous pu le faire, malgré la pandémie ?

Vincent REINA – Ces projets de la CCFA ont été directement impactés par la situation sanitaire. D'abord impossible, puis après très difficile l'année dernière de déplacer une trentaine de personnes représentant des ambassades arabes et de la chambre dans une métropole, organiser des visites de sites, des présentations de dynamiques territoriales. Nous avons prévu un déplacement auprès de l'Établissement public d'aménagement de la Défense, pour éviter le train par exemple, mais son président, Patrick Devedjian, a été une des premières victimes de la Covid. Nous avons donc dû tout annuler.

Même pour cette année alors que nous avons prévu ce déplacement en métropole avec des options telles que Lille ou le Havre ou Toulouse, nous avons mis tout cela entre parenthèses compte-tenu des contraintes qui viennent à peine de se lever et des difficultés qui perdurent à avoir de la visibilité.

Nous avons maintenu quand même nos actions de veille, de contacts individuels avec certains des opérateurs, notamment à l'issue de nos visites à Bordeaux en 2018 et Dijon en 2019, et nous intervenons en conseil aux entreprises ou conseil aux ambassades.

Nous espérons que très vite nous pourrions relancer tout cela de façon très concrète avec nos déplacements dans les métropoles. Nous sommes dans les starting-blocks. Mais nous dépendons, comme toutes les entreprises intervenant notamment dans l'organisation d'événements, de la visibilité que l'on peut nous donner. Je n'oserai vous dire combien de fois depuis la mi-mars 2020 nous avons dû reporter, puis annuler des rencontres d'entreprises, des colloques. Nous avons encore le 19 mai et le 2 juin de cette année deux rencontres que nous venons de reporter.

Lors du même entretien, vous avez aussi déclaré : « Nous préconisons la création d'un outil de concertation des institutions travaillant sur la relation France-Pays Arabes ». Avez-vous pu avancer en ce sens ?

Vincent REINA – Question délicate que vous posez là et qui relève de la stratégie que nous avons souhaitée mettre en place, et que nous avons souhaité promouvoir à l'issue de notre Forum France-pays arabes de décembre 2018.

Jamais depuis des mois cette question n'a avancé. Nous avons certes à l'époque reçu un accueil poli à cette proposition. Mais elle n'a jamais été suivie ni véritablement discutée. Certainement d'autres agendas, d'autres priorités, ou peut-être des acteurs autour de nous qui n'en ont jamais voulu. Et des équipes ministérielles qui ont changé, ou des Directions réorganisées...

J'ai souvent dit à nos interlocuteurs que je mettais la spécificité de la CCFA – avec ses membres français et arabes, sa parité entre entreprises françaises et institutions économiques arabes dans sa gouvernance – à leur disposition. Mais c'est un des éléments qui clairement me conduit à m'interroger aujourd'hui sur la volonté de bâtir une véritable synergie des acteurs travaillant sur ce champ, pour collectivement pouvoir avancer sur le renforcement de notre présence et de nos échanges.

Au-delà des manifestations de façade, ou des coups d'éclat parce qu'il y en a – et qu'il convient de saluer, tel le pavillon France à l'exposition de Dubaï – Il faut véritablement une grande volonté de la France pour que notre pays soit un acteur de poids dans la zone. Voyez par exemple comme la France est seule sur le dossier du Liban...

Justement, la CCFA a-t-elle été sollicitée pour participer au redressement du Liban, particulièrement meurtri par la catastrophe de l'explosion survenue au port de Beyrouth, en août 2020, et dont la crise économique, financière et sanitaire ne cesse de s'aggraver ?

Vincent REINA – Sur le Liban, permettez-moi d’abord de dire combien nous sommes attristés par la situation de ce pays et de ses populations. Combien notre compassion est grande pour les Libanais et les Libanaises qui, depuis de longs mois maintenant, connaissent une situation qui ne cesse de s’aggraver.

La CCFA suit de façon quotidienne les évolutions de la situation, à travers la presse locale, ses membres sur place – la Fédération des Chambres de commerce du Liban, la Chambre de commerce de Beyrouth – à travers ses partenaires, la Chambre de commerce libano française, l’ambassade du Liban à Paris qui ne ménage pas ses efforts.

Dès 2020, déjà, nous avons proposé à certains de ces acteurs d’organiser des points réguliers d’actualité sur l’évolution de la situation. Après les tragiques explosions du mois d’août dernier, puis encore à la fin de l’année 2020 et au début de cette année 2021, nous avons proposé un cycle de webinaires qui a été en partie repris, notamment par l’ambassade du Liban à Paris et nous nous en félicitons.

La CCFA informe régulièrement ses membres à travers la Newsletter de la Chambre sur les évolutions de la situation, nous avons diffusé les recommandations et les études de la Banque mondiale et de l’Union européenne pour la reconstruction du port de Beyrouth. Et nous avons participé il y a quelques semaines à un nouveau webinaire autour des capacités industrielles du Liban.

Souvent nos amis Libanais nous ont dit et nous disent encore aujourd’hui : « à quoi bon parler de la situation du Liban puisqu’il n’y a pour l’instant pas de lumière au bout du tunnel, et sans solution politique aucune reprise économique ne pourra se faire ».

Pour ce qui nous concerne, nous sommes au contraire convaincus du fait qu’une information régulière avec ses hauts et ses bas doit être donnée sur le Liban, pour préparer au mieux les conditions du redémarrage et être prêt à ce moment-là. C’est comme cela que les opérateurs français pourront être prêts à intervenir et accompagner la reconstruction du port, de l’environnement de la ville, de son tissu économique.

Là aussi nous sommes dans les starting-blocks, nous prendrons certainement des initiatives et serons surtout prêts à répondre aux sollicitations qu’elles soient françaises ou libanaises.

Quels sont les pays arabes membres de la CCFA les plus allants ?

Vincent REINA – Les pays arabes membres de la CCFA sont représentés par les institutions de leur secteur privé : Chambre de commerce nationale, Fédération des Chambres de commerce, patronats et le processus d’adhésion relève des autorités arabes, en l’occurrence de la Ligue des États arabes et de l’Union des Chambres arabes. Nous couvrons l’ensemble des pays membres de ces institutions et à travers les

structures représentatives de leur secteur privé, cela nous donne une capacité de mobilisation éminemment considérable.

Mais il ne faut pas oublier la grande diversité, pour ne pas dire l'hétérogénéité, des situations de pays qui vont de l'Arabie saoudite aux Comores, en passant par les pays en situation de sortie de conflit, par exemple. Ils ont donc aussi des agendas qui sont différents. Avec l'ensemble de nos membres arabes, notre rôle c'est aussi de trouver les points communs, les points de synergies économiques à mettre en avant auprès des opérateurs français. C'est souvent pour cela que nous choisissons une approche soit sectorielle, soit de témoignages d'entreprises.

D'énormes efforts accomplis pour améliorer l'environnement des affaires

Les entreprises françaises considèrent-elles que l'environnement des affaires soit globalement satisfaisant dans les pays arabes ?

Vincent REINA – Le rapport du CIAN sur l'environnement des affaires en particulier dans les pays d'Afrique du Nord, membres de la Chambre, est toujours très intéressant, et c'est une question qu'il faut aborder dans une véritable perspective de dynamique d'amélioration.

On voit bien dans ce cadre, mais aussi avec les différents outils d'évaluation des environnements des affaires que ce soit de la Banque mondiale, du World Economic Forum, ou encore du FMI, qu'aussi bien en Afrique du Nord et dans presque tous les pays la zone, d'énormes efforts ont été accomplis pour améliorer l'environnement des affaires et donc l'attractivité.

Tous les pays ont fait le choix de se projeter comme les économies de la connaissance et de l'innovation, centrées autour de l'entrepreneuriat. Les différentes initiatives, encore récentes – aussi bien prises par le Maroc avec son dernier plan d'amélioration présenté au début de ce mois de mai, les mesures prises par les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Koweït — ont permis à de très nombreux pays de progresser de façon significative dans les classements type Doing Business. Et de chercher ainsi à se rapprocher autant que faire se peut des standards des pays internationaux les plus attractifs.

Reste que pour une entreprise, il y aura toujours des choix et des arbitrages à réaliser, entre investir dans telle destination ou dans telle autre. Les tailles de marché, les conditions et la sûreté du cadre juridique, du cadre fiscal, du cadre opérationnel, et peut-être avec l'apparition de la pandémie de la Covid, les éléments autour de la santé

comme de la protection générale aussi bien des personnes que des biens et des données, tout cela sont autant d'éléments que les entreprises prendront en compte.

J'ajouterai que nous participions il y a quelques semaines à la conférence de l'OCDE sur l'évolution de l'environnement des affaires et de l'attractivité des pays de la région MENA. La conclusion a en partie été que ces pays resteront toujours en concurrence les uns avec les autres, et que les entreprises resteront aussi en situation de concurrence. C'est donc pour chaque État un difficile équilibre à trouver entre les mesures qu'il voudrait prendre et les réponses à ses propres besoins de développement.

◇ ◇ ◇

Site de la CCFA :
<https://ccfranco-arabe.fr/>